

Nouveau chapitre dans l'affaire Bigirimana

Deutsche Welle, 23.08.2016 La rédaction d'IWACU, où travaillait Jean Bigirimana, sait qu'elle n'en a pas fini d'attendre. Elle a décidé d'ouvrir un nouveau chapitre dans cette affaire, avec une semaine d'hommage à son journaliste disparu. Trois actions doivent marquer cette semaine d'hommage, début ce lundi 22 août: le dépôt d'une plainte contre X au Burundi, la saisie du Groupe de travail des Nations unies sur les disparitions forcées, et enfin, une plaque accrochée dans l'enceinte d'IWACU.

Pour Antoine Kaburahe, Directeur des publications du groupe de presse IWACU, cette plaque doit dire " 'Je suis I', et on n'oublie pas. Ce n'est pas une page que l'on tourne, c'est un autre chapitre que l'on commence". Ce d'hommage est une manière de faire face à l'incertitude, alors que Jean Bigirimana est porté disparu depuis le 22 juillet dernier. Mais ce nouveau chapitre promet d'être aussi ardu que le précédent, dans un pays où des dizaines de cas de disparitions sont documentés. L'ONG Human Rights Watch a alerté sur la disparition de Jean Bigirimana, ou encore celle de Marie-Claudette Kwizera, disparue en décembre 2015, et son expérience montre que les pressions judiciaires amènent de nouvelles incertitudes, d'autant que le Burundi a signé la Convention sur les disparitions forcées, mais ne l'a pas ratifiée. Une troisième voie reste ouverte, tout aussi incertaine, la saisie d'instances régionales, comme par exemple la Cour de Justice de l'Afrique de l'est. Mais avant, il faut attendre. Selon la Fédération internationale des droits de l'Homme, 800 personnes sont portées disparues au Burundi. Carina Tertsakian, spécialiste du Burundi pour l'Ong Human Rights Watch : "Qu'est-ce que ça va donner en termes concrets, nous ne le savons pas, parce que les autorités burundaises, malheureusement, ont plutôt tendance à rejeter même les conclusions, les recommandations des agences onusiennes. Vous-vous souvenez peut-être que le mois dernier au Comité contre la torture des Nations unies, le gouvernement burundais s'était retiré à mi-chemin pendant l'examen du Burundi par ce comité. Mais ce n'est pas pour arrêter, il faut maintenir la pression, et nous espérons que tôt ou tard, nous ferons la vérité sur ce qui est arrivé à Jean Bigirimana".